

Vient de paraître

577 Députés à élire

L'ouvrage indispensable pour comprendre les législatives de 2007



577 députés vont être élus en juin prochain. Leurs circonscriptions sont ici passées au peigne fin : historique, personnalité du sortant, contexte des investitures, profil des prétendants.

577 circonscriptions photographiées avec pour chacune d'elle, une carte du département, la liste des cantons, un rappel des résultats des précédentes élections législatives depuis 1988 et du second tour de l'élection présidentielle de 1995.

577 circonscriptions décortiquées dans un style journalistique par deux spécialistes de la carte électorale qui nous livrent une analyse fine des enjeux et des rapports de force en présence.

Un ouvrage de référence et détaillé pour tous les publics (simples citoyens, décideurs politiques et économiques, universitaires, journalistes...), afin d'éclairer tous les acteurs de cette échéance nationale majeure à un moment où les Français semblent aspirer à un profond renouvellement de la classe politique.

Préfacé par deux observateurs privilégiés de la vie politique française : Pierre Avril, professeur émérite à l'université de Paris-II (Panthéon-Assas), membre de la Commission des archives constitutionnelles de la Vème République, auteur de nombreux ouvrages sur le Parlement et le droit constitutionnel et Christophe Barbier, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire "L'Express" et journaliste politique sur LCI.

Les Auteurs sont de fins connaisseurs des arcanes de la vie politique et parlementaire. Brice Soccol est diplômé de l'ESSEC et de l'Institut des hautes études internationales. Après avoir été successivement chargé de mission au Parlement européen pour l'UDF et délégué général du Parti Radical, il était, jusque là, conseiller, chargé des relations avec les collectivités territoriales et de l'égalité des chances au cabinet du ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Patrick Lafarge est un spécialiste de la vie politique et parlementaire, consultant pour de nombreux élus et entreprises; il a collationné, au fil des ans, une importante documentation.

SGPresse éditions est un département de la Société Générale de Presse qui édite notamment le *Bulletin Quotidien*. Le "BQ" se retrouve chaque jour sur le bureau de nombreux décideurs pour leur donner, en amont, les informations les plus fiables sur la vie politique et sur le parcours des femmes et des hommes qui l'animent. Jean-Michel Pignoux, rédacteur en chef adjoint de la rédaction politique de la Société Générale de Presse a collaboré activement à cet ouvrage.

39 €

770 pages

Format 16x24

ISBN

978-2-901484-01-1

577deputes@SGPresse.fr

Tél. 01 40 15 17 89

Fax 01 40 15 17 15

www.SGPresse.fr

SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE
DE PRESSE
ET D'ÉDITIONS

Bon de commande

Je soussigné(e), (NOM Prénom).....

ORGANISME

FONCTION

ADRESSE

CODE POSTAL - VILLE

TELEPHONE Email

FACTURATION (si différente)

ADRESSE

désire recevoir _____ exemplaire(s) de "577 Députés à élire" au prix de 39 € TTC l'unité (Tva 5,5% incluse) (étranger : 39 € HT, port étranger inclus)

soit un total de _____ Euros. Vous trouverez ci-joint notre règlement.

DATE, SIGNATURE

ET CACHET

◆ SGPresse Editions est un département de la Société Générale de Presse ◆

13, av de l'Opéra, 75039 Paris Cedex 01 ◆ Tél. 01 40 15 17 89 ◆ Fax 01 40 15 17 15 ◆ www.SGPresse.fr ◆ SAS au capital de 38 753 € ◆ APE 221 C

CCP Paris - RIB: 30041 00001 0546257.N.020 Clé 27 ◆ Identifiant européen FR 19 592005326 ◆ Siret 592 005 326 00018

577

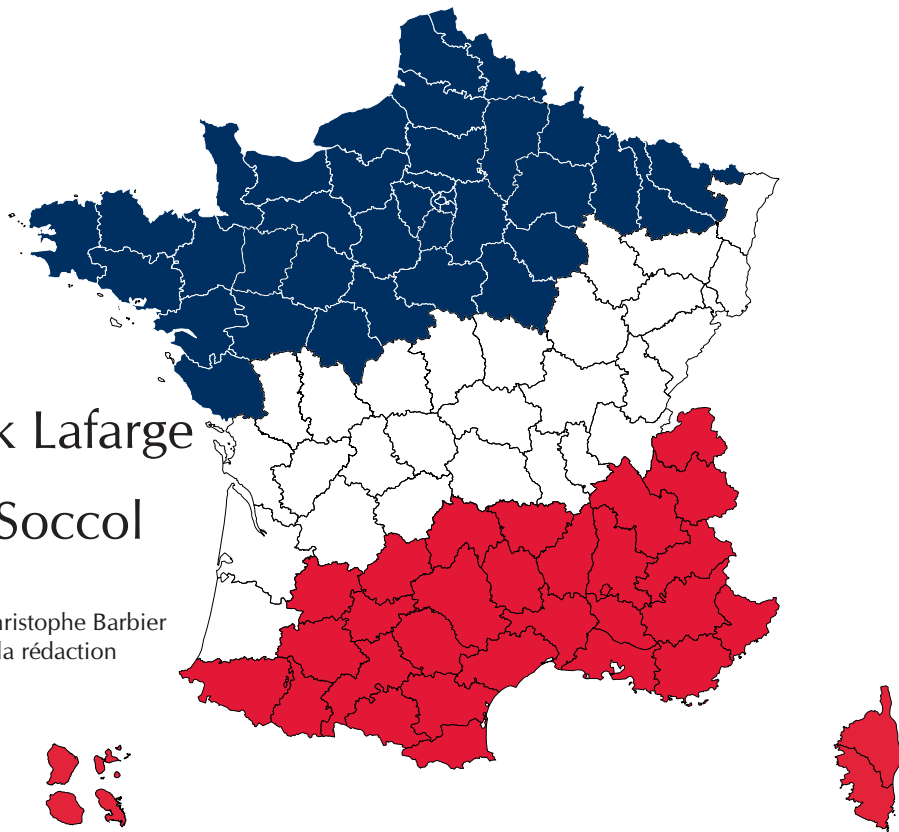
Députés à élire

Dictionnaire des circonscriptions

Patrick Lafarge

Brice Soccol

Préface de Christophe Barbier
Directeur de la rédaction
de L'Express



SGPresse



Table des matières

	<i>pages</i>
Préface de Christophe Barbier, directeur de la rédaction de L'Express	9
Introduction de Pierre Avril, professeur émérite à l'université de Paris-II (Panthéon-Assas)	11
Les 577 circonscriptions classées par département	13
Election présidentielle 2007 : résultats par circonscription législative	751
Calendrier prévisionnel des élections	767
Calendrier historique des élections et des référendums depuis 1944.....	767
Liste des Gouvernements de la V ^e République.....	770
Sigles et abréviations	771

Préface

SOS députés !

par Christophe Barbier
Directeur de la rédaction de
l'hebdomadaire *L'Express*

Les législatives n'existent plus. Le Parlement ne sert à rien.

Aux zincs de la France de 2007, cette double affirmation ne manque pas de recueillir une approbation plébiscitaire. Parce qu'elle est vraie... et fausse! Parce qu'elle porte en elle le vaste doute des Français sur leur démocratie représentative, reflet noyé d'ombre des espoirs qu'ils continuent d'investir dans la politique.

Les 10 et 17 juin prochains, plus de 40 millions d'électrices et d'électeurs devront donner un visage à leur circonscription. Toutes et tous, ils enverront pour cinq ans à l'Assemblée un représentant de la nation, chargé de voter les lois, de réformer le pays. Toutes et tous, ils songeront surtout aux services de proximité que pourra rendre cet élu, mi-assistante sociale, mi-rançonneur de la réserve parlementaire.

Avant ces deux dimanches d'urnes, une présidentielle aura consacré la victoire d'un camp, et nimbé d'hypothèques les espoirs législatifs des vaincus. Telle est la rançon du quinquennat : la moitié du résultat des législatives se joue lors de la présidentielle, le 17 juin est en germe dans le 6 mai. Il fut un temps où les élections législatives intervenaient au cours du mandat présidentiel. Evaluation du septennat, confirmation ou punition pour le chef de l'Etat, les législatives avaient alors, presque, la force de la présidentielle. Les citoyens, usagers de la Constitution, avaient inventé la cohabitation, envoyant un président-bis à Matignon, craignant l'immobilisme mais espérant l'équilibre, voire l'addition des audaces de gauche aux sagesse de droite, la tempérance des laxismes de l'un par les rigueurs de l'autre.

Avec le quinquennat, les godillots sont revenus piétiner les tapis du Palais-Bourbon. Une grande partie des députés - 300? 350? - ne sont élus que parce que leur champion a emporté la présidentielle. C'est d'ailleurs là que *577 députés à élire* trouve tout son intérêt : une tradition politique locale, un petit bonus personnel, une guerre fratricide dans un camp et une majorité s'effondre ou se cristallise. Hors ces particularismes que Brice Socol et Patrick Lafarge ont débusqués, dans les circonscriptions où le rapport droite gauche est piqué par l'étroite fourchette 48%-52%, le vainqueur devra son siège au président ou à la présidente. Et ne pensera sa propre réélection en 2012 qu'indexée sur celle du chef de l'Etat. C'est ainsi que l'Assemblée sera, cinq ans durant, disciplinée et docile...

Il y a deux solutions pour lutter contre cette fatalité, qui amène le législatif à "exécuter" les désirs de l'exécutif, en une sorte d'inversion institutionnelle, véritable "coup d'Etat permanent", comme le dénonça François Mitterrand avant d'en être, élu président, l'instigateur inflexible et le promoteur inépuisable...

La première solution est de... réduire le mandat des députés. Le quinquennat présidentiel se justifiait par l'accélération du temps. Voyages, communications : tout allait plus vite depuis 100 ans, sauf la démocratie. Mais il fallait maintenir un décalage entre le temps présidentiel et celui des députés : le quinquennat "sec" a surtout desséché la vie politique! Avec des législatives au bout de quatre ans, un président serait obligé de bien travailler, pour éviter une défaite et une cohabitation d'une année, c'est-à-dire une intense campagne présidentielle contre un Premier ministre auréolé d'une fraîche victoire, qu'il aurait peu de chances, réfugié à l'Elysée, d'user avant leur face-à-face, d'autant que le parti présidentiel pullulerait alors d'ambitieux prompts à lui demander de ne pas se représenter! Autant dire qu'un président confronté dès son élection à un horizon aussi périlleux ne perdrait pas une minute pour lancer les réformes (afin d'en moissonner les bénéfices en quatre ans) et soignerait chaque seconde de son mandat.

Cette solution a un vice : au lendemain de chaque présidentielle, le président prononcerait la dissolution de l'Assemblée nationale, soit pour en retrouver une de sa couleur politique, soit pour donner quatre ans à sa majorité, et non les trois qui lui resteraient. La France alternerait ainsi les législatures de quatre ans et d'une année... ce qui n'est pas très sérieux.

Préface

La seconde solution est beaucoup plus difficile à appliquer.

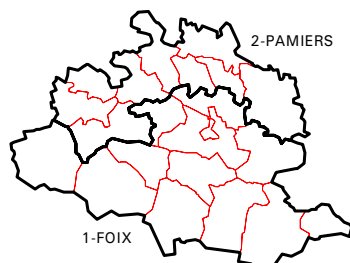
Il s'agit de restaurer les droits et devoirs du Parlement, de lui imposer une musculation forcée, pour qu'il impose ses choix, ses rythmes et ses vues à l'exécutif. Nombre de ces atouts existent déjà : la mission de contrôle n'attend que la volonté des parlementaires pour débarquer dans les ministères, multiplier les commissions d'enquête ou évaluer l'entrée en vigueur et l'efficacité des lois. Il faut rendre à l'Assemblée la maîtrise de son ordre du jour, afin que les trois quarts des textes votés soient des propositions de lois et non des projets de lois. Mieux, que chaque ministre soit flanqué de parlementaires en mission, chargés de rédiger, avec les membres du cabinet et les administrations, les textes qui seront soumis aux assemblées. Ainsi concoctées, les lois pourraient être votées en commission, hormis les textes jugés trop politiques par les groupes parlementaires, qui auraient droit à l'hémicycle, mais à un hémicycle plein! Nominations, auditions des responsables d'administrations, débats publics sur les grands choix de politique étrangère : la vie politique doit quitter le nombril ministériel pour retrouver le cœur parlementaire. Enfin, il conviendrait de libérer le Parlement du marathon budgétaire de l'automne, qui dévore des semaines de débat et n'aboutit qu'à l'adoption d'une loi de finances déjà obsolète lors du vote, puisque les indicateurs économiques vont vite comme la vie, et non au rythme des bleus ministériels ou du train des sénateurs... Le budget doit être pluriannuel et permanent, confié dans ses incessantes évolutions à la vigilance des parlementaires.

Rien de cela ne constitue une révolution, mais nécessite, outre un bon sens qui n'est pas souvent français, une denrée rare en politique : le courage. Courage des parlementaires, pour s'emparer des droits qu'ils ont déjà. Courage du prochain chef de l'Etat, pour remettre l'exécutif à sa place et la démocratie dans le bon sens.

Et si les électeurs, lors des prochaines échéances, retenaient ce critère pour départager les candidats : le courage ?



09 Ariège



1^{re} circ. - M. Augustin BONREPAUX (PS)

[Cantons : Ax-les-Thermes, La Bastide-de-Sérou, Les Cabannes, Castillon-en-Couserans, Foix-Rural, Foix-Ville, Lavelanet, Massat, Oust, Quérigut, Tarascon-sur-Ariège, Vailhès, Vicdessos]

Législatives (Nom – Etiquette – score 2 ^e tour sauf indication)				Présidentielle
1988	1993	1997	2002	1995
A. Bonrepaux (PS)	A. Bonrepaux (PS)	A. Bonrepaux (PS)	A. Bonrepaux (PS)	J. Chirac
59.59 % (1 ^{er} T)	56.83 %	69.90 %	66.57 %	37.50 %

Composée de 13 cantons, cette circonscription se situe au Sud du département et longe la totalité de la frontière espagnole ; la ville principale est la préfecture, Foix.

Terre de gauche par excellence et plus particulièrement du PS, elle fut tenue de **1958** à 1962 par Jean Durroux, député socialiste durant toute la IV^e République, après avoir siégé aux deux Assemblées constituantes, puis, sans interruption, de **1962** à 1981, par Gilbert Faure.

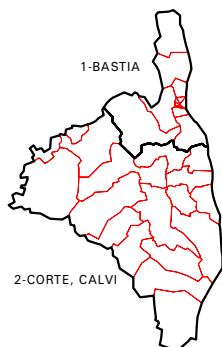
Depuis **1981** règne ici Augustin Bonrepaux, enseignant, maire d'Orlu de 1966 à 1995, conseiller général d'Ax-les-Thermes depuis 1976 et qui, implanté à l'Est de la circonscription, aura complété son parcours par la prise sur la droite de la ville d'Ax-les-Thermes en 1995 et par son élection en 2001 à la présidence du Conseil général de l'Ariège. Il fut président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale de 1998 à 2000, lorsque Henri Emmanuelli dut abandonner temporairement son mandat à l'Assemblée nationale en raison de sa condamnation.

En 1986, le redécoupage a porté ici sur 4 cantons, faisant de cette circonscription celle de la montagne pyrénéenne (avec 3 nouveaux cantons), le canton de Mirepoix (ancien fief de Gilbert Faure) étant, lui, écarté. Le président de la République réélu au printemps **1988** avec 54 % en France réalisa, ici, 65,8 %. Il est à noter qu'Augustin Bonrepaux fut de 1988 à 1990, puis de 1992 à 1994, président de l'Association nationale des élus de la montagne (ANEM).

Le PS a cependant connu quelques difficultés, comme la fin de règne difficile du président du Conseil général Robert Naudi (1985-2001) qui se traduit par la perte, pour son parti, de sa mairie de Tarascon-sur-Ariège en 2001 au profit d'opposants de gauche, ancien du PS et du PC. De même, à Lavelanet la droite gagna le canton en 1992 puis la mairie en 1995. En 1998 et en 2001, le PS reprit les choses en main avec l'élection de Jean-Pierre Bel (gendre de Robert Naudi) comme sénateur en 1998 (il préside le groupe socialiste du Sénat depuis 2004), puis comme maire de Lavelanet en 2001. Le PS détient tous les cantons de la circonscription, sauf celui de Massat, gagné en 2000 dans le cadre d'une élection partielle puis gardé en 2001 par un élu Divers Droite, Pierre Auriac-Meilleur.

2007, un siège PS au premier ou au deuxième tour

Après six mandats effectués et rattrapé par l'âge (71 ans), le député socialiste Augustin Bonrepaux a pris la décision de céder son "siège en or" à sa suppléante, PS, Frédérique Massat, première adjointe de Foix et actuelle vice-présidente du Conseil régional de Midi-Pyrénées chargée de l'environnement, du développement durable et des énergies renouvelables (elle est la fille de l'ancien député de la 2^e circonscription, René Massat). L'UMP présente ici Jacqueline Rougé qui part sans trop d'illusion pour la victoire.



2B Haute-Corse

.../...

2^e circ. - M. Paul GIACOBBI (app.PS)

[Cantons : Alto-di-Casacconi, Belgodère, Bustanico, Calenzana, Calvi, Campoloro-di-Moriani, Castifao-Morosaglia, Corte, Fiumalto-d'Ampugnani, Ghisoni, L'Île-Rousse, Moïta-Verde, Niolu-Omessa, Orezza-Alesani, Prunelli-di-Fiumorbo, Venaco, Vescovato, Vezzani.]

Législatives (Nom – Etiquette – score 2 ^e tour sauf indication)				Présidentielle
1988	1993	1997	2002	1995
P. Pasquini (URC-RPR)	P. Pasquini (UPF-RPR)	P. Patriarche (DVD)	P. Giacobbi (PRG)	J. Chirac
51.28 %	51.45 %	55.62 %	57.61 %	58.53 %

Elle est composée de 18 cantons et est à dominante rurale, avec pour ville principale Corte au centre, et relie la Balagne sur la côte occidentale avec Calvi, à l'Ouest, à la côte orientale avec Aléria et Ghisonaccia, à l'Est.

La loi du 15 mai 1975 qui a partagé la Corse en deux nouveaux départements, Corse-du-Sud et Haute-Corse, a créé cette nouvelle circonscription rurale avec des cantons issus des anciennes 1^{re} et 3^e circonscriptions de la Corse. La 1^{re} élection législative, en **1978**, opposa au 2^e tour le candidat MRG François Giacobbi, vainqueur au 1^{er} tour du candidat du PS implanté à Aléria de père en fils, au candidat RPR Pierre Pasquini, vainqueur au 1^{er} tour du député suppléant sortant de l'ancienne 3^e circonscription. Au soir du 2^e tour, l'ancien résistant, député (UNR) des Alpes-Maritimes de 1958 à 1967, maire de l'Île Rousse (à l'Ouest) depuis 1971, Pierre Pasquini, fut élu député, face au favori François Giacobbi, sénateur depuis 1962 (il le resta jusqu'à son décès en 2001), élu de Venaco (au Sud) depuis 1951, président du Conseil général (Corse puis Haute-Corse) depuis 1959 et président de la Région depuis 1979, ancien secrétaire d'Etat et ancien député radical sous la IV^e République. Il était le fils de Paul-Marie Giacobbi, ancien maire de Venaco de 1922 à sa mort en 1951, ancien sénateur Radical sous la III^e République, ancien résistant et ancien député sous la IV^e République et ancien ministre presque en continu de 1944 à sa mort, petit-fils de Marius Giacobbi, ancien député, ancien sénateur, ancien élu de Venaco... en résumé l'archétype du chef de clan, patron de la gauche en Corse.

La victoire présidentielle de François Mitterrand le 10 mai **1981** permit au candidat MRG de François Giacobbi, Jean-Paul Luisi, né à Venaco et élu du canton de Niolu-Omessa (au centre), de devancer le candidat du PS, Antoine Sanguinetti, amiral (CR) et frère de l'ancien secrétaire général de l'UDR Alexandre Sanguinetti, au soir du 1^{er} tour puis d'être élu député face au sortant au 2^e tour. En **1986**, au scrutin de listes départementales, seul Pierre Pasquini fut élu député.

Le redécoupage apporta 4 cantons de la grande banlieue Sud de Bastia. Les élections législatives de juin **1988** opposèrent le sortant RPR Pierre Pasquini à un jeune candidat PRG, Paul Giacobbi, fils de François, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, maire de Venaco depuis 1982. Le sortant RPR fut réélu au 2^e tour avec l'appui de voix du PS et de nationalistes opposés à la domination de la famille Giacobbi. Les côtes Ouest et Est votèrent RPR, alors que le Centre et le Sud choisirent le MRG. La période **1992-1993** tourna à la défaite générale de la gauche, avec la perte du Conseil général par François Giacobbi, puis l'élimination des candidats de gauche pour le 2^e tour des législatives, qui vit le sortant RPR réélu de peu face à Paul Patriarche, réputé proche de l'UDF et implanté à Belgodère. Le député réélu, fidèle de Jacques Chirac nouveau président de la République, fut nommé, en mai 1995, ministre des Anciens combattants et victimes de guerre.

Le fait d'être ministre en **1997** ne lui épargna pas l'humiliation d'être éliminé au soir du 1^{er} tour de la législative anticipée, par Paul Patriarche, devenu DL, qui fut élu député facilement, face à Paul Giacobbi, maire et nouvel élu du canton de Venaco depuis la mort de François Giacobbi en mars. Aux cantonales de 1998, la droite recula dans le département, avec dans la circonscription, la prise par le PS du canton du Campoloro-di-Moriani sur l'ancien député RPR.

Dans des conditions proches de celles qui conduisirent à la défaite de François Giacobbi en 1992, des élus de droite, cette fois, apportèrent leur soutien à Paul Giacobbi, PRG, qui devint président du Conseil général de Haute-Corse en reprenant ainsi la tradition familiale. En **2002**, le président du Conseil général, Paul Giacobbi, renforcé par les élections de 2001, élu aussi à la Région, qui avait renoncé à sa mairie de Venaco pour cause de cumul en 2001, prit une revanche éclatante sur sa défaite de 1997, en gagnant facilement le siège de député contre le sortant UMP, en recul de plus de 13 %. A l'issue de cette élection, Paul Giacobbi reprit facilement la tradition familiale de parlementaire et de patron du département, alors que son frère ennemi PRG de Bastia, Emile Zuccarelli, sortait de peu vainqueur d'un duel avec un autre élu PRG. En 2003, le référendum du 6 juillet proposé par le ministre de l'Intérieur et soutenu par l'UMP, le PS et une partie du PRG derrière Paul Giacobbi trouva comme 1^{er} opposant Emile Zuccarelli qui put revendiquer la victoire du NON en Corse

Le duel cette fois direct, en 2004, entre les 2 dirigeants PRG fut conclu au soir des élections territoriales par l'avance de la liste d'Emile Zuccarelli avec 13 % en Corse devant la liste de Paul Giacobbi arrivée elle à 10,5 %. Pour l'élection du président de l'Assemblée de Corse, à laquelle la gauche, par son avance en sièges, pouvait prétendre, certaines voix de gauche manquèrent à Emile Zuccarelli, qui fut battu par le candidat de l'UMP. La gauche, avec un candidat PS, gagna un nouveau canton, Belgodère, et Paul Giacobbi, PRG, favorable à l'évolution du statut de la Corse, fut réélu président du Conseil général malgré le poids des élus PRG de Bastia, toujours partisans derrière Emile Zuccarelli, de la Corse dans la République.

2007, au cœur du maquis, une saga familiale qui devrait se poursuivre

Face à Paul Giacobbi, député sortant PRG et président du Conseil général soutenu par le PS, l'UMP a investi dans un premier temps Ange Santini, président du Conseil exécutif de Corse depuis 2004, maire de Calvi de 1995 à 2005 et actuel 1^{er} adjoint, puis au final a préféré investir une femme de 39 ans, juriste, élue à la Région et maire de La Porte, Stéphanie Grimaldi.

Rassuré par la participation d'Emile Zuccarelli à la campagne de Ségolène Royal et par l'appui constant du PS ici, le député est optimiste pour le 1^{er} duel qui va l'opposer à la candidate de l'UMP, encore peu connue de la circonscription qu'arpenite, de père en fils, la famille Giacobbi.

2-BELFORT-NORD, OUEST, SUD

1-BELFORT-CENTRE



Territoire-de-Belfort

.../...

2^e circ. - M. Michel ZUMKELLER (UMP)

[Cantons : Belfort-Nord, Belfort-Ouest, Belfort-Sud, Châtenois-les-Forges, Giromagny, Offemont, Rougemont-le-Château, Valdoie.]

Législatives (Nom – Etiquette – score 2 ^e tour sauf indication)				Présidentielle
1988	1993	1997	2002	1995
J.-P. Chevènement (PS)	J.-P. Chevènement (PS)	J.-P. Chevènement (MDC)	M. Zumkeller (UMP)	J. Chirac
53.66 % (1 ^{er} T)	56.49 %	55.30 %	53.42 %	46.47 %

Composée de huit cantons, cette circonscription se situe au Nord du département en milieu rural et comporte trois des cinq cantons urbains de la ville de Belfort. Fortement redécoupée en 1986, elle ressemble néanmoins à l'ancienne 1^{re} circonscription qui comportait la totalité de la ville de Belfort et sa proche banlieue comme Valdoie.

En **1958**, c'est le gaulliste Raymond Schmittlein, ancien des Forces Françaises Libres, député RPF de 1951 à 1956 et ministre en 1954 et 1955, qui fut élu puis réélu en **1962** face à Pierre Dreyfus-Schmidt, député Radical puis Progressiste de 1945 à 1951 et de 1956 à 1958, mais aussi maire de Belfort avant la guerre et à la Libération, et de 1958 à sa mort en 1964. En **1967**, Michel Dreyfus-Schmidt, le fils, adjoint au maire et élu d'un canton de la ville, fut élu député FGDS mais s'inclina dès **1968** face au nouveau candidat gaulliste André Tisserand. En **1973**, le sortant UDR ne résista pas à Jean-Pierre Chevènement, ancien élève de l'ENA, conseiller commercial, issu de la SFIO, déjà fortement engagé à gauche au PS avec son propre courant le CERES et allié de François Mitterrand, qu'il aida à prendre le PS en 1971 au congrès d'Épinay. Deuxième sur la liste socialiste des municipales de 1977, il participa à la victoire et devint 1^{er} adjoint au maire de Belfort. Il sera réélu constamment député de 1973 à 2002.

Dès **1981**, il commença une carrière ministérielle : ministre d'État, ministre de la Recherche et de l'Industrie dans les gouvernements de Pierre Mauroy (1981-1983), Jean-Pierre Chevènement fut élu maire de Belfort en 1983, avant d'être ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de Laurent Fabius (1984-1986). Fondateur du courant "Socialisme et République", il fut réélu en **1988** et devint ministre de la Défense dans le gouvernement de Michel Rocard, démissionnant en janvier 1991, en raison de son opposition à l'engagement de la France dans la première guerre d'Irak, appliquant le principe qu'il avait lui-même édicté : "un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne". Réélu député à l'occasion d'une partielle en juin **1991**, il conserva son siège en **1993**.

Des divergences de fond avec le PS, notamment sur la question européenne, le conduisirent en 1993 à créer son propre parti, le Mouvement des Citoyens (MDC).

Député intouchable (même en 1993), maire de Belfort à plusieurs reprises, patron du Département grâce à son ami et complice Christian Proust, président du Conseil général jusqu'en 2004, il revint au gouvernement en **1997** (après avoir été réélu aux législatives anticipées de juin) comme ministre de l'Intérieur et démissionna en août 2000, en désaccord avec Lionel Jospin sur la question corse. Il fut alors de nouveau élu député RCV à l'issue d'une législative partielle organisée en octobre 2000. Il ne subit, en dehors de son grave problème de santé, qu'une seule épreuve en 2002, la rupture brutale avec le PS à l'occasion de sa candidature à l'élection présidentielle. En effet, au soir de la présidentielle et avant les législatives de 2002,

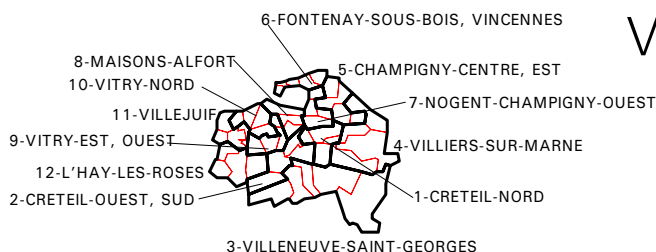
les chevènementistes et leur leader, qui avait obtenu 5,33% des voix à l'élection présidentielle, furent dénoncés par le Parti socialiste comme responsables de l'élimination, dès le 21 avril 2002, de Lionel Jospin, l'empêchant d'accéder au second tour de l'élection présidentielle. Cette dénonciation vengeresse permit de faire oublier la candidature de Christiane Taubira lancée par le président du PRG et validée *de facto* par le PS, qui fut en réalité aussi préjudiciable à Lionel Jospin que la présence du président du Mouvement des citoyens. La lutte du pot de fer contre le pot de terre s'engagea entre le PS et les amis chevènementistes. Le PS battu et humilié à la présidentielle put sur l'instant s'enorgueillir d'avoir fait battre tous les députés chevènementistes "traîtres" parmi lesquels Georges Sarre à Paris et Jean-Pierre Chevènement à Belfort.

En effet, celui-ci, après avoir distancé de peu le socialiste Yves Ackermann au premier tour des législatives de **2002**, bénéficia au 2^e tour d'un modeste désistement alors que son jeune opposant UMP, Michel Zumkeller, récupéra un vote de gauche anti-Chevènement assez significatif pour faire la différence en sa faveur. Cette vague fit basculer six des huit cantons vers la droite mais le député sortant sauva l'honneur de peu sur sa ville. En 2004, le travail d'élimination continua pour le PS qui, après avoir écarté les chevènementistes des régionales au premier tour, réussit pour une voix l'OPA sur la présidence du Conseil général au profit d'Yves Ackermann.

2007, pari présidentiel à risque pour le lion de Belfort

Si la gauche part en théorie favorite en raison de l'histoire et de la sociologie, le jeune député UMP-radical Michel Zumkeller a travaillé cette circonscription face à un PS qui lui rêvait de la reconquête. Jean-Pierre Chevènement, que beaucoup à droite comme à gauche voyaient déjà à la retraite politique, a réussi par l'accord MRC/PS et son engagement en première ligne aux côtés de la candidate Ségolène Royal à redevenir incontournable à gauche et sera a priori candidat commun MRC-PS aux législatives. La fédération PS a, elle, déjà voté pour Bruno Kern et reste prête à tourner la page Chevènement en 2007 et à partir à la conquête de la ville. De la victoire ou de la défaite présidentielle du PS, l'union à gauche sera renforcée ou éclatée.

Val-de-Marne



.../...

10^{ème} circ. - M. Jean-Claude LEFORT (CR) (PCF)

[Cantons : Ivry-sur-Seine-Est, Ivry-sur-Seine-Ouest, le Kremlin-Bicêtre, Vitry-sur-Seine-Nord.]

Législatives (Nom – Etiquette – score 2 ^{ème} tour sauf indication)				Présidentielle
1988	1993	1997	2002	1995
J.-C. Lefort (PCF)	J.-C. Lefort (PCF)	J.-C. Lefort (PCF)	J.-C. Lefort (PCF)	J. Chirac
100.00 %	61.81 %	100.00 %	61.75 %	41.50 %

Elle est composée de 4 cantons qui sont les deux de la ville d'Ivry-sur-Seine, celui du Kremlin-Bicêtre et celui de Vitry-sur-Seine Nord.

Elle peut être identifiée à l'ancienne 3^e circonscription à laquelle ont été retirés 2 des 3 cantons de la ville de Vitry-sur-Seine et rajouté celui du Kremlin-Bicêtre, mais avec toujours comme cœur la ville d'Ivry-sur-Seine.

Si l'on parle parfois de fief du Parti Communiste, cette circonscription reste celle de Maurice Thorez, qui en fut élu député la première fois en 1932 et qui sera constamment réélu après la guerre, devenant député de la 50^e circonscription de la Seine en **1958**.

Cette domination du PC était doublée de la détention de la mairie d'Ivry-sur-Seine depuis 1925 par un autre leader PC, le sénateur Georges Marrane, qui resta maire jusqu'en 1965.

A la mort de Maurice Thorez, en juillet 1964 en URSS, son suppléant, Georges Gosnat, le remplaça et celui-ci, très discret mais efficace trésorier national du PC, fut élu député dès le premier tour, en **1967**, avec l'appui du respecté Marcel Rosette, maire PC de Vitry-sur-Seine, qui fut son suppléant et l'appui du maire PC d'Ivry-sur-Seine depuis 1965, Jacques Laloë, dans la nouvelle 3^e circonscription du nouveau département du Val-de-Marne.

Georges Gosnat fut réélu député dès le premier tour en **1968** et **1973** et largement au deuxième tour de **1978**.

En **1981**, malgré la vague présidentielle socialiste, le député PC fut réélu au premier tour avec pour suppléant le nouveau maire de Vitry-sur-Seine depuis 1977, Paul Mercieca. En mai 1982, celui qui fut, sous la IV^e République, ministre et député de la Charente-Maritime, décéda et laissa son siège à son suppléant jusqu'en **1986**. A cette date, Paul Mercieca, numéro deux sur la liste du Parti communiste dont le numéro un était Georges Marchais, fut réélu député.

Le redécoupage de 1986 écarta la majorité de la ville de Vitry-sur-Seine et donc son maire et député sortant qui s'implanta dès lors dans la nouvelle 9^e circonscription. Ce redécoupage apporta la ville du Kremlin-Bicêtre qui avait été, de 1947 à 1983, celle du maire SFIO Antoine Lacroix, qui avait réussi aux législatives de 1958, dans l'ancienne 1^{re} circonscription, à battre, pour un seul mandat de député, une élue communiste sortante (cf. 11^e circ.). Après la signature du programme commun en 1972, il rompit avec le PS et se rapprocha des socialistes indépendants jusqu'à sa dernière réélection municipale en 1983 comme maire UDF, membre du Parti Socialiste Démocrate de Max Lejeune. Il décéda peu de temps après et fut remplacé à la mairie par une élue RPR.

A la veille des élections législatives de **1988**, le PC tenait 2 des 3 mairies et les 4 cantons et le président de la République fut réélu en France avec 54 % mais avec ici le vote de 66,9 % des électeurs. Le PC présenta le secrétaire du très orthodoxe patron du Parti communiste Georges Marchais, Jean-Claude Lefort, qui était

lui-même patron de la fédération du Parti communiste du Val-de-Marne depuis 1982. Celui-ci, avec 37 % des voix au premier tour, devança le leader socialiste Jean-Luc Laurent, implanté au Kremlin-Bicêtre, qui réalisa 26 %. La candidate RPR fut éliminée dès le premier tour et le candidat PC fut élu député.

En **1993**, le député PC fut réélu facilement face au maire RPR.

En 1995, le PS Jean-Luc Laurent, devenu chevènementiste de la première heure, gagna la mairie du Kremlin-Bicêtre après avoir écarté la liste du Parti communiste qui était supposée dominante.

En **1997**, le député sortant, après avoir largement distancé le nouveau candidat du PS (32,3 % contre 17,8 %), fut réélu seul au deuxième tour.

En 1998, le maire PC d'Ivry-sur-Seine, ville fief du parti et dépositaire des archives du couple Thorez, démissionna au profit du fils de l'ancien député Georges Gosnat. Pierre Gosnat fut donc élu maire par le conseil municipal.

En 2001, le maire chevènementiste du Kremlin-Bicêtre Jean-Luc Laurent fut réélu face à la droite avec 53,4 % au deuxième tour et, à Ivry-sur-Seine, le nouveau maire PC se fit réélire au deuxième tour avec 51,4 % en concédant 26 % à la liste des Verts.

Aux législatives de juin **2002**, le député sortant Jean-Claude Lefort fut certes réélu au deuxième tour facilement face à la droite mais après avoir chuté au premier tour à 25,1 %. Le PS réalisa lui 20,6 %, les Verts 5,1 % et le chevènementiste 4,3 %, la gauche non communiste réalisa ainsi un potentiel inquiétant pour l'avenir du PC.

Au premier tour de la présidentielle en mai 2002, Robert Hue, candidat du Parti communiste, était arrivé en quatrième position avec le faible score de 11,6 % ce qui fut considéré localement comme la cause principale du recul du député.

En 2004, outre le fort vote en faveur de la liste de gauche pour les régionales avec 66 %, qui mit cette circonscription en tête des meilleurs scores de la gauche du département, l'attention des observateurs était en réalité focalisée sur le score du PC aux cantonales d'Ivry-sur-Seine.

Si le PC garda les 2 cantons au deuxième tour, au premier tour sur le canton d'Ivry-sur-Seine-Ouest le sortant PC avec 30,5 % domina modestement le candidat du PS arrivé à 23,5 % et celui des Verts arrivé à 10,5 %, donnant ainsi pour la première fois aux cantonales potentiellement la majorité au PS et aux Verts face aux PC.

2007, la tentation de la rose dans l'ancien fief de Maurice Thorez

Le PS a investi dans un premier temps, Michèle Moranchel, deuxième adjointe au maire d'Ivry-sur-Seine. Puis le 1^{er} juin, la convention nationale du PS a gelé cette candidature au profit attendu de Jean-Luc Laurent maire du Kremlin-Bicêtre et conseiller régional. L'accord national PS-MRC signé en décembre 2006 a officialisé la candidature de Jean-Luc Laurent, avec comme suppléante Michèle Moranchel, rendant incertain le sort du député communiste car une union réelle sur le terrain du PS derrière Jean-Luc Laurent serait inquiétante pour le sortant.

En février, Jean-Claude Lefort a annoncé sa retraite, et c'est Pierre Gosnat, maire PC d'Ivry-sur-Seine, qui a la lourde responsabilité de défendre ce siège face au candidat commun MRC-PS.

Le PC, dans l'incertitude, redoute la perte du siège historique de Maurice Thorez après avoir déjà perdu en 2002 le siège voisin de Villejuif qui fut celui de Georges Marchais.

